

DRINK  
**DOW'S ALE**  
Standard of Strength  
and Quality

**Le Monde  
Ouvrier**



**The Labor  
World**

TRY  
**BLACK HORSE**  
ALE  
100 Years of Brewing  
Experience behind it

Rédaction : 11, rue Saint-Paul Ouest

« INSTRUIRE ET AMELIORER »

Téléphone : LAncaster 5361

## Les idées de Baptiste

**LES GRANDS MAGASINS DE "L'OUEST" SERONT FERMES  
LE SAMEDI EN JUILLET.**

Pour la première fois, peut-être, six grands magasins de la métropole vont donner congé à tous leurs employés le samedi, durant le mois de juillet prochain, soit quatre samedis consécutifs. Ce sont les maisons : The T. Eaton Company Limited, Henry Morgan and Company Limited, The Robert Simpson Company Limited, Holt Renfrew and Company Limited, Henry Birks and Sons Limited et Mappin's Limited.

A noter que ce supplément de congé hebdomadaire n'implique aucune réduction de salaire. Durant le mois d'août, ces six magasins fermeront leurs portes à une heure de l'après-midi tous les samedis, comme d'habitude.

Le directeur d'un de ces magasins disait dernièrement à ce propos : "Nos employés, comme ceux des autres firmes, sont soumis à une forte tension depuis quelque temps du fait des efforts particuliers imposés durant cette période de guerre. Aussi croyons-nous qu'un repos prolongé, à la fin de chaque semaine, leur fera beaucoup de bien."

Voilà, sauf erreur de notre part, un beau geste. Malheureusement, cette constatation s'accompagne du regret que nous éprouvons de voir qu'à date actuelle maison canadienne-française ne songe à imiter un aussi bon exemple. On peut également regretter que tous les autres employeurs n'en fassent pas autant, que ce soit des particuliers, des compagnies ou des gouvernements.

Rappelons, à ce sujet, qu'on a déjà suggéré, en certains milieux, que tous les samedis de l'année soient chômés, ainsi que les dimanches, naturellement ; que tous les jours de fêtes soient reportés au samedi suivant ; que la journée de travail soit fixée à six heures et que les congés payés soient proportionnés, quant à leur durée, à l'effort physique déployé par les travailleurs.

Ce n'est pas le moment d'insister sur ces réformes, elles viendront sûrement en temps et lieu après la guerre ; nous en parlons, toutefois, pour qu'on n'oublie pas que cela fera partie de "l'ordre nouveau".

## LES COMMUNISTES DANS LES UNIONS OUVRIERES.

L'hon. Ernest Lapointe, ministre de la Justice, vient de déclarer que sur 98 communistes internés dans les camps de concentration au Canada, 12 seraient membres d'unions ouvrières ou participaient à quelque action syndicale. Il ajouta que pas un seul n'avait été interné parce qu'il faisait partie d'un syndicat ouvrier mais uniquement parce qu'ils ont été mêlés d'une façon notoire à l'action du parti communiste.

Malgré les sollicitations pressantes et la campagne active déployée au sein du Travail Organisé par un certain groupe à l'effet d'insister près du gouvernement pour qu'il accorde un traitement de faveur aux trade-unionistes internés, la conférence de Vancouver du Congrès des Métiers et du Travail du Canada a maintenu la position prise antérieurement en adoptant ce qui suit :

"Les dirigeants du Congrès ont demandé l'assurance que le fait d'être membre d'un syndicat ouvrier n'avait eu rien à voir avec certaines arrestations ; jusqu'à présent nous n'avons aucune preuve d'une intention semblable, il serait contraire à nos principes de réclamer un traitement de faveur pour les membres d'unions ouvrières ou pour toute autre classe de la société, soit sous le régime des règlements concernant la défense du Canada, soit sous le régime de toute autre loi canadienne.

"En démocratie, le Parlement est souverain et les règlements concernant la défense du Canada ayant été révisés par un comité parlementaire, le devoir de tous les citoyens est de les appuyer loyalement."

La plupart des unions ouvrières internationales ont d'ailleurs déjà depuis de nombreuses années pris des mesures énergiques contre les communistes qui s'infiltraient dans les rangs pour miner leur organisation en sous-mains, c'était l'expulsion tout simplement. Le Conseil des Métiers et du Travail de Montréal a également refusé d'admettre des délégués d'unions affiliées lorsqu'ils étaient reconnus comme des communistes notoires et il a bien fait, car il est admis que partout où un communiste réussit à s'infiltrer c'est pour faire triompher les idées et le programme du parti communiste envers et contre tous.

Il est bon qu'une voix aussi autorisée que celle de l'hon. M. Lapointe ait mis les choses au point et ait fait connaître au grand public la vraie situation du Travail Organisé en regard des communistes.

## DES SALAIRES SONT AUGMENTES, MAIS PAS TOUS.

La Législature de Québec vient d'adopter une mesure qui — si elle prend plus d'envergure surtout — fera bien des heureux. Il s'agit d'une augmentation de salaire pour les députés et les conseillers législatifs, lequel sera porté de \$2,500 à \$3,000 par année. Disons tout de suite et bien franchement que nous approuvons cette augmentation pour les députés mais nous la trouvons plutôt fantastique pour les honorables conseillers législatifs dont les jours de travail (?) sont moins nombreux et plus courts, qu'ils n'ont à faire face à aucune dépense d'élection et ont une bonne petite "job" assurée ; en plus de cela, la plupart d'eux ont atteint un âge respectable et ont réussi dans la vie, ce qui est tout au moins un bon point en leur faveur, mais une raison de plus pour ne pas mériter cet extra de \$500 par année.

L'hon. M. Girouard, procureur de la province, le parrain de ce projet de loi, n'a pas voulu oublier les siens, car il accorde une augmentation de

(Suite à la quatrième page)

## Baiting and Blackguarding Labor Leaders

**Unfair and Bound to Provoke Ill Will. — Irresponsible Journalists A Menace to Industrial Peace. — The Workers' Right to Join the Union of His Choice and Choose His Leaders a Democratic Principle.**

By BERNARD ROSE, K.C.

It is highly regrettable, that presumably intelligent and educated editorial commentators on men and events, should viciously attack, and hold up to public scorn, officials of organizations, whose chief duty is to represent their fellow workers in wage negotiations and working relations with their employers.

The newspaper which permitted this attack, can by no means be classed as sympathetic to labor. It caters to, and speaks for, a class who are principally interested in stocks and bonds, dividends and returns upon investments. It has more liking for brokers than it has for brawny wage earners. Most of its readers do not earn their bread in the: "sweat of their face." Few of them have stood in front of a furnace for several hours a day, or worked in a foundry where the fumes given off, undermine even the strongest constitution.

It is unfortunate, that there is still a considerable element, who look upon themselves, as superior members of society, and hence, to be treated with better economic consideration than the workers who toil to create the wealth upon which the welfare and prosperity of the nation depends.

When the latter organize to obtain a measure of economic and industrial consideration, which as individuals is denied them, they and their leaders are denounced. In the opinion of their critics they must not strike for higher wages, nor must they collectively resent an injustice to a fellow worker. They must be content with the wages, working conditions, and treatment, which it pleases the employers to accord them. When the workers refuse to accept the wages and treatment offered by the anti-union employer they are accused as wanting in loyalty and readiness to make sacrifices. Those who know something of industrial history, are aware, that in very few instances were concessions voluntarily made by employers. It was only when the workers collectively asserted their right to organize, and if necessary, strike to secure economic amelioration that employers were forced to meet their demands, and governments enacted remedial legislation. The leaders of the workers, must in the initial stages of organization and negotiation, bear the brunt of the attack from both autocratic employers and self seeking radical propagandists, who seek to make capital for their revolutionary movements. That the leaders "stand up" is a tribute to their courage and sincerity.

As a result of what occurred in two industrial cities in the Dominion, the workers and their leaders, are accused of deliberately sabotaging the wartime policy of the nation. The men who were chosen to advise and lead their fellow workers are referred to in the most offensive terms. *I have no hesitation in saying, that the language used is grossly defamatory.* Although names are not mentioned, it is quite patent, that the persons designated as: "A group of labor racketeers responsible to foreign bosses determined to use the war emergency to unionize plants and build up their own personal power" belong to a well known organization. One might retort to this, that employers during the depression reduced wages to a level much below that of subsistence. That through no fault of their own hundreds of thousands of splendid and efficient workers were forced to depend upon relief, and that even today wage scales in many establishments are so low that those receiving them cannot purchase the actual necessities of life. One is justified in asking, whether the writer of the passage quoted could support a family upon a wage of a little over a fraction of thirty cents an hour? Even with the cost of living bonus it came to no more than thirty-two cents.

Yet, because the workers refused to work for this wage their representatives are vilely traduced as "labor racketeers." The term is as unfair as it is vulgar. The writer is evidently unaware that the leaders so designated are Canadian citizens and the organizations they represent affiliated with a body that repudiates the international labor movement. He does not distinguish between the different groups, hence, his slanderous imputation applies equally to the American Federation of Labor as it does to the rival organization known as the Congress of Industrial Organization. From his standpoint, President Green of the American Federation of Labor is a "foreign boss."

He proceeds to charge Ottawa, (meaning the Department of Labor), with, "a double labor policy"; this evidently, as a result of the action taken by the Government in the case of the National Car.

The Government's action followed a refusal on the part of the management of the Company, to carry out the suggestion of the board of conciliation, that pending a full report a discharged employee be reinstated. Production of vital and urgently needed supplies was halted, not because of the actions of the workers but the stubbornness of the executives. They resented being told what to do. They find it difficult to realize, that the situation has changed, and they cannot operate their plant regardless of the rights and needs of the workers. The opposition to unions is still so strong, that Parliament amended the Criminal Code, (Section 502a) making it an offence to discharge or refuse to employ a worker because of union membership or activity.

(Continued on Page 6)

# La vie des unions ouvrières par Ben. Drolet

## BEL ACTE DE SOLIDARITE DES PEINTRES

Les peintres continuent à progresser, l'effectif du local 349 augmente sensiblement. Quinze nouvelles recrues furent initiées par le président Jules Boulet, à la dernière réunion tenue lundi dernier.

L'assemblée approuva une demande du président de l'Union des employés de tavernes, M. Nelson Fortier, de faire une pression auprès de M. J. Hame, propriétaire du Beaver Club, l'invitant à placer le cadre de l'union dans son établissement.

Un sujet qui ne passe pas inaperçu, et qui n'est pas le moindre, cependant, soulève à chaque séance une discussion intéressante, est celui du nouveau contrat collectif de travail des métiers du bâtiment. Les intéressés ont appris des délégués au Conseil des métiers de la construction que le comité des négociations du Conseil rencontrerait les représentants de la Chambre de Construction, mardi, afin de rouvrir si possible les négociations suspendues à cause du refus de l'offre d'une augmentation de 5 pour cent de la Chambre de Construction. On s'attend, disent les délégués, que cette fois une offre plus raisonnable sera faite.

Une grande assemblée des peintres aura lieu lundi, le 19, à 8 heures du soir, en la salle supérieure des cordonniers, 1331A, rue Sainte-Catherine Est, pour prendre connaissance du rapport des membres du comité de négociations.

On prêcha l'importance de l'assistance aux réunions, ce qui fait le progrès de toute union ouvrière. A ce sujet, M. Edgar Gilbert fit quelques remarques très au point et déclara consacrer tout son temps au bien-être de l'organisation. Son bureau, situé au No 909, boulevard Saint-Laurent, — Tél.: PLateau 6364 — est ouvert de 4 à 6 heures tous les jours. Les intéressés sont les bienvenus.

On nous prie de bien vouloir rectifier une erreur qui s'est glissée dans notre chronique du 10 mai, relativement au confrère H. Goyette, qui a eu la douleur de perdre sa mère, et non son épouse, comme nous l'avions annoncé. Nous nous empressons de faire la rectification voulue.

## NOMMES CONCILIEURS

Un bureau de conciliation a été nommé pour régler le différend qui surgit le mois dernier à Saint-Jean, Qué. On se rappelle que les employés des compagnies Kraft Paper Products Limited et Cable Conduits and Fittings Limited, au nombre de 200, déclarèrent la grève, exigeant un salaire plus élevé et de meilleures conditions de travail. La grève a été déclarée illégale par le département fédéral, en vertu de la loi des disputes industrielles.

M. Raoul Trépanier, président du Conseil des Métiers et du Travail, a été nommé pour représenter les ouvriers et Me Ivan Sabourin a été nommé pour représenter les patrons. Ils ont à faire le choix d'un troisième membre qui agira comme président du bureau de conciliation.

## BONI DE GUERRE ACCORDE AUX PAPETIERS

Nous apprenons que l'International Paper Company, des Trois-Rivières, vient de signer une entente avec l'union internationale des travailleurs de moulins de pulpe et de papier et sulfite. Par cette entente, la compagnie distribuera à ses employés comme boni de guerre la somme de \$50,000 d'ici au 1er mai 1942. La compagnie accorde un boni hebdomadaire de \$1.25, représentant approximativement l'augmentation du coût de la vie.

Le moulin de l'International Paper Company emploie présentement près de 820 travailleurs qui auront droit à ce boni.

Dans ce nouveau contrat signé ces jours derniers par les autorités de la compagnie représentées par M. J.-B. West, gérant général, Louis Arseneault, président du local 163 des employés de la pulpe, et Médéric Spénard, président du local 163 des papetiers, la compagnie reconnaît l'union. Par conséquent, l'usine locale devient un atelier d'union. Bravo, les papetiers.

## AU CONSEIL DES METIERS DE LA CONSTRUCTION

L'assemblée du Conseil des Métiers de la Construction, tenue jeudi dernier, sous la présidence de M. J.-A. Charron, était vraiment intéressante, en raison des questions qui lui ont été soumises relativement au renouvellement du contrat de travail pour lequel les pourparlers sont engagés depuis quelques semaines entre un comité spécial du Conseil et la Chambre de Construction de Montréal.

Il a été rapporté que les négociations ont été arrêtées, en vue du fait que la Chambre de Construction n'offre qu'une augmentation générale de 5 pour cent. Les unions se sont prononcées contre cette offre qu'elles disent inacceptable. On rapporte toutefois que les négociations vont être reprises pour discuter la possibilité d'une augmentation de 10 pour cent.

Il a été question d'organiser des assemblées massives de tous les ouvriers, organisés et non-organisés, pour discuter la situation et pour faire l'éducation des travailleurs sur le besoin urgent de l'union ouvrière pour tous, sans exception.

On a prétendu que ce sont toujours les mêmes qui font les sacrifices et qui sont exposés au danger pour obtenir des salaires et des conditions de travail dont profitent tout aussi bien ceux qui ne veulent pas faire partie des unions ouvrières. Il faut avouer que c'est une situation qui ne peut durer.

Le représentant du Conseil au comité paritaire de l'industrie de la construction, M. Edouard Larose, rapporta que 527 visites avaient été faites aux divers chantiers par les inspecteurs, au cours du mois d'avril. Les réclamations se chiffrent à \$2,700.23; les réclamations pendantes sont au montant de \$15,000 (le 26 avril).

Plusieurs violateurs de la convention collective ayant été traduits devant les tribunaux ont été condamnés à de fortes amendes.

Étaient présents les officiers suivants: Oscar Boyer, vice-président; Ed. Larose, trésorier; O. Renaud, secrétaire-financier; Edgar Gilbert, secrétaire-correspondant.

L'assemblée fut ajournée au 22 mai.

## NOUVELLE REQUETE DES OUVRIERS DU MANTEAU

En date du 5 mai dernier, l'Union internationale des ouvriers de la confection de costumes et de manteaux pour dames faisait savoir aux manufacturiers, au moyen d'une requête, qu'elle réclamait une augmentation de salaires, en vertu des prescriptions de la convention collective de travail signée le 1er juillet 1940. La requête stipule que les ouvriers et les ouvrières employés dans l'industrie de la confection pour dames ont droit à de meilleurs salaires, en rapport avec la hausse continue du coût de la vie à Montréal.

La requête se lit à peu près en ces termes: Comme la saison de la fabrication des modèles commence et que les agents de vente partiront probablement à la recherche de nouvelles commandes, l'Union désire prévenir les manufacturiers qu'elle désire obtenir une augmentation de salaire pour ses 2,000 membres, soit presque la totalité des ouvriers employés dans l'industrie. Ces derniers reçoivent présentement des salaires variant selon leur occupation, alors que ces salaires ne sont pas suffisants pour compenser l'augmentation du coût de la vie.

L'Union demande de fixer la date d'une conférence, à laquelle il sera possible d'étudier cette requête.

En réponse à cette lettre, l'Association des manufacturiers de manteaux a fait parvenir la communication suivante aux quartiers généraux de l'union, 397, rue Ste-Catherine Ouest:

"Nous accusons réception de votre requête, en date du 5 mai, et nous désirons vous informer qu'elle recevra de notre part une sérieuse considération et nous serons heureux de vous informer de la date exacte de cette conférence dans un bref délai."

## A L'UNION DES EMPLOYES DE TRAMWAYS

La division 790 de l'Union des employés de tramways tenait, mercredi soir, sous la présidence du confrère Elphège Beau-doin, une assemblée très intéressante. On remarquait aux côtés du président M. Georges Gagnon, vice-président, Alberto Brodeur, trésorier, et O.-A. Neveu, secrétaire-financier.

Ce dernier donna lecture d'une correspondance volumineuse ayant trait aux affaires internes de la Division et émanant du bureau général.

Une intéressante suggestion a été émise par le confrère J.-Paul St-Onge, qui propose qu'une souscription spéciale soit faite, au décès d'un confrère, et que le montant en soit ajouté aux autres bénéfices mortuaires.

Cette importante question sera étudiée par le comité exécutif.

La Division 790 est à préparer la révision de sa constitution. Il sera proposé que les élections des officiers aient lieu tous les trois ans et soient tenues en juin, au lieu de décembre. D'autres changements seront aussi étudiés.

Dans toute union ouvrière, ce sont les rapports financiers qui sont toujours les plus importants pour les intéressés. En effet, ceux présentés par le trésorier Alberto Brodeur et le secrétaire-financier O.-A. Neveu sont des plus encourageants pour l'avenir de la Division 790. On relève le fait que l'effectif de l'union a augmenté de 700 nouveaux membres durant les derniers douze mois. Vint ensuite le rapport du vérificateur licencié P.-A. Gagnon, montrant un surplus en banque de \$11,191.71.

M. Raoul Trépanier fit son rapport du mois en qualité d'agent d'affaires.

Un vote de félicitations a été adopté à l'adresse du confrère Edouard Mathieu, à l'occasion de sa promotion au rang de sergent major au C. P. C. du tramway.

M. Jean Renaud fit des remarques très appropriées à l'égard de l'organe officiel de l'union, "Parlons Franc".

A l'issue de la séance, un vote de condoléances fut pris debout, à l'occasion de la mort des confrères A. Grenier, Jos. Sallant, Arthur Lambert, Hormidas Laprés et Thomas Lane; aussi à l'adresse des confrères R. Poirier et Adélarde Boucher, qui perdirent un proche parent.

## LES CHEMINS DE FER SONT OPPOSES AU BONI DE GUERRE

Nous relevons du *Nouvelliste* des Trois-Rivières la nouvelle qui a trait à l'opposition du boni de guerre par les chemins de fer, et nous nous empressons d'y donner suite à l'attention de nos lecteurs.

Le Pacifique Canadien et les Chemins de fer nationaux ont refusé de reconnaître le bien-fondé de la requête de leurs 125,000 employés, dans laquelle ceux-ci réclamaient le versement d'un boni de guerre basé sur le coût actuel de la vie qu'ils avaient fixé, d'après des statistiques officielles, à 7.3%.

Cette réponse des deux compagnies ferroviaires a été faite dans un rapport conjoint qui a été lu vendredi, le 9 courant, devant le Bureau d'arbitrage siégeant depuis le matin en l'hôtel Windsor, M. George Hodge, gérant du service du personnel du Pacifique Canadien. Au cours de l'avant-midi, M. J.-B. Ward, au nom des employés membres de 18 syndicats, avait également, dans un mémoire, demandé la reconnaissance du principe de ce boni de guerre qui s'imposait, particulièrement depuis que l'augmentation du coût de la vie avait atteint 7.3%. Ce boni en dollars et cents équivalait à \$1.75 par semaine.

Après que les compagnies de chemins de fer eurent refusé de reconnaître le principe de ce boni, l'hon. juge Patrick Kervin, de la Cour Suprême du Canada, président du Bureau d'arbitrage, demanda à M. Ward s'il avait quelque chose à dire. Celui-ci préféra attendre quelques jours avant de répondre aux compagnies de chemins de fer. A l'unanimité on ajourna à mardi prochain, à 10 heures du matin.

M. Ward a cependant fait remarquer que le C.P.R. et le C.N.R., dans leur mémoire, au chapitre des salaires, remontent jusqu'en 1913, mais qu'elles ont oublié de dire que, dans une douzaine de circonstances, les changements dans les taux de

## VOTE REFERENDUM DES TYPOGRAPHES

Mercredi prochain, le 21 mai, les membres de l'Union Typographique Internationale de l'Amérique du Nord seront appelés à se prononcer sur la réaffiliation de cette union à la Fédération Américaine du Travail. La question suivante leur sera posée: "L'Union Typographique Internationale doit-elle se réaffilier à la Fédération Américaine du Travail, sans pénalité d'aucune sorte?"

Il est à désirer que cette question soit réglée une fois pour toutes, dans un sens ou dans l'autre.

Les membres de l'Union typographique Jacques-Cartier No 145 sont priés d'enregistrer leur vote mercredi prochain. Les bulletins de vote devront être retournés au secrétaire-trésorier C.-E. Chalifour, 7430, rue Christophe-Colomb, ou au bureau de l'Union, 909, boulevard Saint-Laurent, pas plus tard que le 27 mai.

Comme la question est importante, tous les membres sont priés de voter, quelle que soit leur opinion.

## LES OUVRIERES DE LA SLATER SHOE ORGANISES A 99%

Les cordonniers internationaux ne perdent pas leur temps, ils s'occupent de leurs affaires, aussi ils réussissent. Au cours de la dernière réunion du local 249, tenue vendredi dernier, sous la présidence du confrère Roméo Talbot, les membres entendirent un rapport encourageant de M. Charles McKercher, agent d'affaires. Ce dernier annonça avec une vive satisfaction que 99 pour cent des ouvrières employées à la "Slater Shoe Company" étaient membres de l'Union internationale des travailleurs en chaussures. Ce geste de leur part leur aurait valu une augmentation substantielle de salaires, à compter de cette semaine.

M. McKercher rappela que l'union locale 249 avait entrepris, il y a quelques semaines, une campagne d'organisation parmi les femmes et les filles employées dans l'industrie de la chaussure. Le but de l'union, dit-il, était de les induire à rejoindre l'union parce que le contrat en vigueur depuis quelques années avec la compagnie "Slater Shoe" et l'Union internationale des travailleurs en chaussures l'exige. Les efforts des officiers furent couronnés de succès. De plus, les tailleurs de cuir des firmes J.-T. Bell et Slater Shoe touchèrent également une augmentation de salaires variant de 5 à 10 pour cent. C'est là le fruit de notre travail constant, ajoute M. McKercher, car les moyens de conciliation à notre disposition nous permettent de convaincre les employeurs que les exigences des ouvriers sont justes et raisonnables.

On se souvient que, le 19 avril, nous avons dit que l'union des cordonniers avait proposé un amendement au contrat collectif de travail actuellement en vigueur, à l'effet que le taux horaire fixé dans l'entente collective soit changé. En conséquence, il était proposé de modifier la clause s'y rapportant en y insérant les mots: que le prix de pièce prévale et soit basé sur le minimum des classifications générales.

M. Léonce Girard, secrétaire du comité paritaire de l'industrie de la chaussure, a fait savoir à l'union locale 249 que l'amendement proposé, relatif au prix de pièce, serait soumis à une réunion du comité paritaire, lundi, le 26 mai, à Québec.

Plusieurs autres questions ayant trait à certains griefs dans diverses manufactures ont été réglées à l'amiable.

salaires ont été effectués à la demande des syndicats de cheminots canadiens.

Les principaux points invoqués par les deux compagnies de chemins de fer, pour refuser de verser ce boni à leurs employés sont les suivants: le niveau de base de la vie des employés n'a pas diminué; au contraire, depuis que cette base fut établie en 1926-29, la situation financière des employés s'est améliorée; ces deux conditions posées, il ressort que la réclamation des employés pour l'obtention d'un boni de guerre, basé sur le coût actuel de la vie, réclamation appuyée sur l'arrêté ministériel 7440 ou sur d'autres raisons, n'est pas justifiée; de plus, les recettes d'exploitation des compagnies de chemins de fer ont diminué et sont loin d'atteindre le niveau des années antérieures.

TABAC A CIGARETTES

ST REGIS

DOUX ET DE QUALITE

Un produit de  
L. O. GROTHE  
Limitée

# L'organisation économique pour la guerre totale

Suite — II

## La technique de guerre

Les méthodes de guerre ont été modifiées de façon marquée en fonction de l'évolution de la technique. Les modifications de la technique qu'il y a lieu de considérer sont de deux ordres. En premier lieu, les inventions et les améliorations affectant les manufactures, les mines et les transports changent les conditions économiques dans lesquelles se fait la guerre. En second lieu, les inventions et les améliorations qui affectent le matériel utilisé par les forces combattantes et les appareils destinés à l'action offensive et défensive sur le champ de bataille modifient le caractère du combat lui-même. Ces deux aspects de l'évolution de la technique sont d'ailleurs corrélatifs. A certains égards ils se recouvrent, dans le cas de l'emploi de camions automobiles, par exemple. A d'autres égards il s'agit, dans une large mesure, de l'application à l'appareillage utilisé pour le combat de principes qui ont pris naissance dans l'industrie du temps de paix. Mais ces tentatives d'application se heurtent souvent à des difficultés et il est souvent nécessaire de procéder à des recherches spéciales pour résoudre des problèmes qui se sont posés à l'industrie du temps de paix.

La proportion par rapport au matériel humain du matériel d'investissement qui est maintenant nécessaire pour équiper les forces combattantes s'est accrue considérablement depuis 1914. Ce fait est illustré par la constatation, fréquemment faite l'an dernier, que le nombre de personnes dont la présence à l'arrière, et notamment dans l'industrie, est nécessaire pour chacune des personnes qui se trouvent au front s'est élevée de façon marquée depuis la guerre de 1914-18. C'est là une conséquence de l'accroissement de la quantité de matériel employé par la moyenne des soldats, marins et aviateurs dans le processus du combat. Pendant la guerre actuelle, on a utilisé en grand nombre des types divers de chars d'assaut, des automobiles blindées, de l'artillerie mobile, auprès desquels le matériel employé en 1918 paraît primitif. Des avions infiniment supérieurs à ceux qui étaient en usage pendant la guerre de 1914-18 jouent un rôle prépondérant et finira sans doute par jouer un rôle décisif dans la guerre actuelle. Des données complètes dont on dispose, il apparaît qu'entre les deux grandes guerres le coût des unités navales, militaires et aériennes a augmenté beaucoup plus rapidement que le revenu national de tous les pays intéressés. C'est là un symptôme du rapport toujours croissant qui existe entre le matériel d'investissement et le matériel humain, avec les méthodes de guerre actuelles. Aujourd'hui, des divisions blindées, agissant en collaboration avec des escadres aériennes, peuvent jeter la confusion

dans des armées adverses égales en effectif, mais bien inférieures quant aux avions et aux chars blindés, de même que les légionnaires romains pouvaient disperser d'innombrables peuplades d'hommes braves mais mal équipés. Dès les temps reculés, les armées abondamment munies de matériel ont joui d'un énorme avantage par rapport à celles qui étaient moins bien équipées.

L'évolution de la technique de la guerre a, dans une certaine mesure, modifié les répercussions de la guerre sur la situation des travailleurs, tant pendant la période de préparation à la guerre que pendant la guerre elle-même. Pendant les périodes de paix armée, les méthodes de guerre les plus récentes exigent, beaucoup plus que par le passé, l'affectation aux armements d'une proportion élevée du capital national, particulièrement pour ce qui est des industries manufacturières du bâtiment. Chaque homme qui appartient aux forces combattantes sur terre, sur mer et dans l'air doit être muni de machines et d'un équipement beaucoup plus compliqués et plus coûteux qu'autrefois. Il s'ensuit que, dans les conditions actuelles, beaucoup plus que ce n'était le cas dans le passé avec des méthodes de guerre moins perfectionnées, la préparation à la guerre entraîne une réduction du revenu réel et du niveau de la communauté au dessous des niveaux qui pourraient être atteints en l'absence d'armements.

Le développement de la guerre totale ainsi que la complexité croissante de l'organisme économique moderne menacent — et dans certains cas ont détruit — des pays trop lents à organiser leur activité économique sur un pied de guerre. Le concept de la guerre totale n'est pas entièrement un concept économique. Naturellement, l'organisation économique avait sa place dans les programmes des premiers théoriciens de la guerre totale. Toutefois, ils s'attachaient surtout à préconiser de conduire l'action diplomatique et la guerre en faisant abstraction des contraintes morales des sentiments humanitaires, violer les traités, chaque fois qu'il pouvait en résulter un accroissement de la puissance de l'Etat. Néanmoins, la complexité croissante de l'ordre économique, résultant d'une spécialisation plus marquée dans les processus de production et de distribution, ainsi que le nombre des produits nécessaires pour la guerre, ont eu pour effet que la préparation et la conduite de la guerre dépendent de plus en plus de l'organisation des diverses branches de l'économie.

## Le problème des "noeuds" de la production

Lorsque la guerre éclate ou paraît imminente, un pays insuffisamment préparé se trouve en présence d'un problème ex-

trêmement compliqué de réorganisation de sa capacité de production. Le temps presse, la main-d'oeuvre et d'autres ressources productives doivent être détournées d'une branche de la production vers une autre et les nouveaux producteurs doivent fournir ce qui leur est commandé aussi rapidement que possible. Tout retard comporte le risque d'effondrement total, et l'on a besoin, pour tenir les leviers de commande, des organisateurs les meilleurs et les plus énergiques. Les qualités qui conduisent à ce que l'on considère comme le succès dans l'industrie privée et dans les administrations gouvernementales en temps de paix ne donnent pas toujours des résultats fructueux en temps de guerre. Les opérations de la guerre moderne nécessitent d'énormes quantités de milliers de produits qui doivent être fournis dans des proportions appropriées. L'insuffisance de l'un de ces produits peut rendre dans une large mesure inopérante la fabrication de nombreux autres produits. En supposant des approvisionnements suffisants en matières premières, la production de machines-outils en quantité suffisante et la formation des diverses catégories de main-d'oeuvre qualifiée dans des proportions répondant aux besoins sont les bases essentielles de l'économie de guerre.

Tant avant qu'après l'ouverture des hostilités, la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée possédant une formation particulière indispensable pour l'expansion de certains types de production s'est manifestée dans tous les pays démocratiques. Il n'était point aisé de répondre aux besoins concernant ces types de travail qualifié en puisant parmi les chômeurs enregistrés, qui comprenaient des travailleurs passant d'un emploi à un autre, des travailleurs comparativement peu qualifiés, des travailleurs possédant des qualifications non recherchées et des travailleurs à rendement inférieur. La demande de main-d'oeuvre se décompose en une série de demandes complémentaires concernant des catégories de main-d'oeuvre variées. La pénurie de main-d'oeuvre pour certains types de travail qualifié entrave le progrès de l'activité productive et empêche l'absorption de travailleurs par les opérations connexes. Ceci peut avoir pour effet de retarder le complet redressement après une crise économique en temps de paix, et de gêner le passage de l'économie de paix à l'économie de guerre.

Les méthodes de combat changent au fur et à mesure que se modifie la technique, et les besoins en techniciens et en travailleurs qualifiés sont plus grands, pour la guerre actuelle que cela n'a jamais été le cas jusqu'ici. La crise mondiale a affecté la formation de main-d'oeuvre qualifiée en réduisant le nombre des travailleurs qui apprennent les divers métiers. Même en faisant abstraction de cela, des mesures spéciales seraient nécessaires pour former rapidement un grand nombre de travailleurs qualifiés et semi-qualifiés de diverses catégories afin de répondre aux besoins des industries de guerre en voie d'expansion. Les différents types de main-d'oeuvre se trouvent combinés dans des proportions différentes selon les types divers de produits. L'ouverture des hostilités modifie brusquement l'importance relative des besoins concernant des produits différents, et par conséquent des catégories différentes de main-d'oeuvre qualifiée. Il en résulte une surabondance de main-d'oeuvre dans certains domaines et une pénurie de main-d'oeuvre dans d'autres, ce qui pose un problème délicat de formation de jeunes travailleurs et d'adaptation de travailleurs plus âgés. Les réserves existantes pour les différentes catégories de main-d'oeuvre ont été formées en vue de la production de l'ensemble des produits du temps de paix, et même quand ces produits comprennent les armements, ce n'est que dans une proportion bien inférieure à celle qui s'impose lorsque la guerre éclate. Ainsi en s'orientant vers un ensemble nouveau de produits, on est amené nécessairement à avoir recours à des catégories différentes de main-d'oeuvre. Par ailleurs, un grand nombre d'hommes sont retirés de l'industrie pour être affectés aux armées, non seulement dans les pays belligérants, mais aussi dans les pays neutres voisins des pays belligérants.

En matière de travail, le principal problème, dans une économie de guerre, est donc de produire la quantité maxima de l'ensemble des produits nécessaires pour faire la guerre et pour maintenir le niveau sanitaire et la capacité de travail de la population, tout en disposant d'une main-d'oeuvre plus limitée qu'en temps de paix. Pour compenser partiellement la réduction de la main-d'oeuvre disponible, un plus grand nombre de personnes, sur-

tout de femmes, qui n'exerçaient pas d'activité lucrative sont absorbés par l'industrie, l'agriculture et les transports, en quittant, le cas échéant, les postes dans lesquels elles rendaient des services non rétribués. La durée de la semaine de travail est augmentée et le matériel fixe est utilisé de façon plus continue qu'en temps de paix.

(A suivre)

## CINQUIEME ANNIVERSAIRE DES EMPLOYES DE TAVERNES

Dimanche dernier était le cinquième anniversaire de fondation de l'Union locale 200 des employés de tavernes. En effet, c'est le 11 mai 1936, que furent jetées les bases de l'organisation parmi les gens travaillant dans cette industrie, au cours d'une réunion tenue au Monument National, sous la présidence de feu G.-R. Brunet, alors président du Conseil des Métiers et du Travail. Après avoir initié 10 nouveaux membres, le président Nelson Fortier fit un relevé du progrès accompli durant ces cinq dernières années.

Près de 1,000 employés de tavernes passeront par la filière de l'union ouvrière, a déclaré le président Fortier. Si tous avaient persévéré, nous pourrions compter sur une forte organisation et nous aurions probablement obtenu un contrat collectif de travail ou un contrat d'union. Toutefois, nous avons obtenu un succès dont nous devons être fiers.

Le président Fortier parla des conditions de travail obtenues avec l'aide de l'Office du salaire minimum, dont une ordonnance a été appliquée dans notre industrie. Notre principe, dit-il, est de travailler moins d'heures afin de faire de la place pour d'autres et de les aider. De fait, la semaine de 54 heures est établie et un grand nombre de nos employeurs reconnaissent notre union, puisqu'ils ont signé un contrat avec elle.

Il fit allusion aux pourparlers qui seront entamés lundi, le 19 mai, entre un comité d'employeurs et un comité d'employés, devant la Commission du salaire minimum. Il espère que, cette fois, une entente favorable sera conclue.

Le secrétaire adjoint René La Haye donna lecture d'une correspondance émanant du ministre du Travail fédéral, l'hon. M. McLarty, relativement à la prévention du sabotage dans l'industrie en général. Il y est dit que les personnes de nationalité étrangère qui ont indiqué leur empressement à servir le pays, ne devraient souffrir des conditions actuelles.

Le président Fortier déclara que le local 200 avait dans ses rangs des membres de nationalité étrangère, qui ont servi leur pays d'adoption, lors de la dernière guerre de 1914-18 et que, malgré la protection que leur accorde l'union, elles sont menacées de perdre leur emploi par les employeurs. Ce cas sera soumis au ministre du Travail.

Une autre lettre relative à l'arrêté ministériel 7440 (fédéral), en matière de salaires, fut lue. On suggéra de se servir des renseignements contenus dans cette lettre durant les négociations devant la Commission du salaire minimum.

## ECHOS DES TROIS-RIVIERES

Le Conseil des Métiers et du Travail des Trois-Rivières s'est choisi à sa dernière réunion un comité spécial qui aura pour mission particulièrement d'étudier les moyens à prendre pour amener de nouvelles industries aux Trois-Rivières.

Certains délégués ont déclaré qu'ils ne voyaient pas de raison à l'indifférence des industriels à l'égard de notre ville et qu'il fallait prendre les moyens d'y remédier. Parce que cette question presse on a décidé que le nouveau comité se réunira dès cette semaine pour faire les études préliminaires.

Le comité est composé de MM. J.-B. Arsenault, Lucien Fortin, John Ford, E. LaJoie et Lucien Bergeron.

Le Conseil des Métiers et ses unions affiliées ont manifesté leur désir de souscrire un certain montant d'argent pour le congrès eucharistique qui aura lieu dans notre ville au mois d'août prochain. Les délégués ont manifesté leur désir de donner une contribution appréciable. Le montant sera connu dans quelque temps.

Le comité de la Fête du Travail se mettra au travail prochainement pour assurer le succès de cette fête annuelle.

A la demande des délégués des charpentiers-menuisiers Unis, local 2293, quelques officiers iront rencontrer les officiers de l'élevateur à grain dans l'intérêt des travailleurs. Ils demanderont de donner autant que possible la préférence à la main-d'oeuvre locale sur les travaux en cours et ils ne doutent pas de recevoir le meilleur accueil.



**L'APPAT QU'IL VOUS FAUT!**

**LE GIN de KUYPER**

Le genièvre à la vraie saveur de Hollande et qui est maintenant exporté de Montréal à tous les pays libres dans le monde entier.

10 ONCES, 26 ONCES, 40 ONCES,  
\$1.05 \$2.40 \$3.45

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de John de Kuyper & Son, Distillateurs, Rotterdam, Hollande  
AIDEZ A LA VICTOIRE... ACHETEZ LES CERTIFICATS D'EPARGNE DE GUERRE

MAISON FONDÉE EN L'AN 1695

## Les idées de Baptiste

(Suite de la première page)

\$1,000 par année à tous les juges sous sa juridiction ; ces messieurs verront leur traitement passer de \$5,000 à \$6,000, de \$6,000 à \$7,000 et de \$7,000 à \$8,000 par année. Vous admettez que c'est pas mal et que ces messieurs ne sont pas à plaindre. Ce qu'il va y en avoir des aspirants-juges après ces temps-ci.

Il n'y a pas de doute que ces augmentations de traitements ont été inspirées par l'augmentation du coût de la vie et celle des divers impôts supplémentaires imposés du fait de la guerre. En principe, c'est un beau geste, en pratique, c'est encore mieux pourvu qu'il se généralise et qu'on l'applique impartialement à tous, mais surtout aux petits fonctionnaires, aux innombrables qui végètent avec des salaires de famine, qui désespéreraient de ne rien voir venir. Maintenant que l'élan est donné, ils vont reprendre confiance, nous sommes convaincus qu'ils ne seront pas déçus et que sous peu ils jouiront eux aussi d'une augmentation de salaire équivalente proportionnellement à celle que recevront juges et députés.

Pour sortir des rangs des législateurs et des fonctionnaires provinciaux, que deviennent les salaires des ouvriers, dans tout cela ? Combien ont été augmentés et combien d'employeurs ont accordé des bonis de guerre, tel que recommandé par le ministère du Travail fédéral, soit 5 pour cent du salaire chaque fois que l'indice du coût de la vie monte de cinq points ? Si nos renseignements sont exacts, et nous avons tout lieu de croire qu'ils le sont — venant d'une source quasi-officielle — l'indice total du coût de la vie a augmenté de plus de 10 pour cent depuis 1934 (plus près de 15% que de 10%), ce qui se traduirait par une augmentation de salaire ou un boni de 10% pour tous les salariés. Il va de soi que les taux de salaire fixés dans les contrats de guerre, les travaux fédéraux de toute nature, aussi bien que les entreprises des gouvernements provinciaux, les conventions collectives et ordonnances de toutes sortes devraient être augmentés de 10% en général et même plus lorsqu'il s'agit de minima de salaire, qui ont toujours été beaucoup trop bas.

JEAN-BAPTISTE LATREMOUILLE.

## Pourquoi nous nous battons

Ce n'est pas, évidemment, pour le plaisir de la chose. Mais ce n'est pas, non plus, uniquement pour anéantir l'hydre totalitaire et assurer la survivance intégrale de notre "démocrassie" affairiste d'avant-guerre. Sans doute notre premier objectif est-il la liquidation totale de cette idéologie qui, entre autres choses, implique la grossière muflerie du racisme et la déification de la force brutale mise au service du gangstérisme gouvernemental le plus éhonté qui soit. Mais là ne se borne pas notre but, ne doit pas se borner notre but, sans quoi une victoire si chèrement achetée n'aurait plus le sens que nous avons le droit et le devoir de lui donner.

Le premier acte du drame mondial étant joué, si l'on peut dire, les forces nazies et fascistes ayant subi le seul sort qu'elles méritent : une liquidation sans revenez-y possible, l'oeuvre de reconstruction économique et sociale en est la suite obligée et immédiate. Et après avoir débarrassé les innombrables débris éparpillés ça et là par la puissance explosive des bombes, il s'agira de reconstruire, au sens propre du terme, les nombreux bâtiments détruits par la furie déchainée des agresseurs et l'inexorable nécessité de représailles aussi impérieuses que regrettables.

Mais nous nous battons aussi pour qu'après la guerre s'opère dans notre monde politique et notre organisation économique un nettoyage en règle, à la chaux vive ou par le vide.

Dans le domaine politique, nous demanderons plus d'honnêteté administrative, un contrôle constant des élus par les électeurs, quelque chose comme un mandat impératif mitigé, une participation de toutes les classes de la société à l'administration de la chose publique, soit un véritable gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Sur le front économique, l'après-guerre devra nous doter de réformes qui aient surtout pour objet d'humaniser considérablement notre économie. D'améliorer le sort des petits salariés, d'assurer la sécurité économique pour tous et, partant, un minimum d'inquiétudes au sein des foyers ouvriers et aussi en nombre d'autres, mais surtout dans les foyers des travailleurs à modeste rémunération parce que c'est là que, jusqu'à présent, le malaise, la misère et leurs dérivés ont surtout exercé leurs pénibles ravages.

Nous nous battons donc pour une politique propre, une économie humanisée et une sécurité générale d'existence dans le monde, fut-ce au détriment d'un peu de cette liberté-désordre dont nous avons souffert depuis tant d'années sans en avoir peut-être suffisamment conscience du fait de cette somnolence qui paralysait chez nous tous, plus ou moins, ce sens de la compréhension des hommes et des choses sans lequel l'humanité ne peut réellement progresser.

Nous nous battons pour assurer la survivance de notre démocratie sous ses aspects essentiels, c'est-à-dire pour une démocratie épurée où une véritable justice sociale règnera.

Pas pour autre chose.

### ECHOS DE QUEBEC

"C'est regrettable d'entendre l'honorable T.-D. Bouchard dire que le chômage est disparu alors qu'on rencontre encore un si grand nombre de sans-travail", déclarait M. Joseph Matte, président du Conseil fédéré des Métiers et du Travail de Québec et Lévis, au cours de l'assemblée régulière, tenue mardi soir. "Si M. Bouchard avait dit que les secours étaient disparus", ajoutait M. Matte, "nous serions d'accord, car c'est relativement facile de faire disparaître les allocations de secours, bien plus facile que de faire diminuer complètement le nombre de chômeurs.

"Des ouvriers travaillant à Manseau et à Villeroy ne gagnent que trente sous de l'heure, et on les force à payer une pension de soixante-dix sous par jour. Plusieurs de ces ouvriers se sont rendus malades à travailler dans l'eau jusqu'aux ge-

noux : la preuve, c'est que des ouvriers occupés dans ces endroits ont écrit à leurs épouses qui ont transmis leurs lettres au Conseil fédéré pour plainte aux autorités", disait M. Matte.

"A Québec même, des gens mariés, sans enfant, sont obligés de se réfugier chez des parents, séparément parfois, parce qu'ils ne travaillent pas et qu'on leur refuse les secours sous prétexte que le père de l'un ou de l'autre gagne quelques piastres par semaine".

"Le Soleil" reçoit les félicitations du Conseil fédéré des Métiers et du Travail de Québec et Lévis, pour un article publié dans sa chronique ouvrière au sujet des employés congédiés à cause d'activités syndicales. Le secrétaire écrira au ministre McLarty à ce sujet, protestant ouvertement contre les patrons qui posent de tels gestes en un temps où toute la main-d'oeuvre disponible devrait être occupée à fabriquer des munitions.

## Protestations énergiques des métiers de l'imprimerie de la ville de Québec

Nous recevons la communication suivante avec prière de publier :

L'Union typographique de Québec vous saurait gré de donner une assez grande publicité à la protestation que les organisations internationales et catholiques des métiers de l'imprimerie de Québec ont présentée au ministre du Travail, l'hon. Edgar Rochette, dans une récente délégation à ce ministère il y a déjà une dizaine de jours. Comme vous devez sans doute le savoir, il se fait actuellement un travail pour développer une imprimerie provinciale.

Cemme le tirage de ce commencement d'imprimerie atteint déjà 1,600,000 copies pour les deux derniers mois, vous comprendrez facilement que nos craintes sont fondées. Nous avons actuellement en mains une série de volumes de 300 pages, comme le rapport de la dernière convention horticole ; ce livre commence à la page 16, et ainsi de suite, tous les folios et les pages sont mêlés. C'est un désastre au point de vue de l'art typographique. On aurait centralisé au service des impressions 50 machines à polycopier. Le représentant des machines Gestetner, à Québec, se vante d'avoir eu une commande pour 60 autres de ces machines à \$660 chacune. Les personnes qui travaillent dans ce service des impressions gagnent de \$12 à \$18 par semaine. Les dirigeants doivent certainement gagner plus cher. Ce service est dirigé par M. Ouellette (anciennement le magicien Antoni). Il est évident que ce monsieur a dû montrer qu'il avait réussi à faire de grandes économies, surtout quand on sait qu'il a pris toutes les quantités de papiers disponibles dans tous les départements. N'ayant pas de papier à payer jusqu'à maintenant, et vu les salaires qu'il paie à son équipe, il n'y a pas de doute qu'il a réussi à convaincre les ministres qu'il y a de l'argent, à économiser en agissant ainsi.

Nous croyons que sur 55 ateliers à Québec, il y en a au moins 40 qui obtiennent des travaux du gouvernement et dont c'est la principale source de revenus. Mais il y a aussi à considérer que sur la liste de patronage du gouvernement, il y aurait tout près d'une centaine de noms. Cela veut dire qu'il y a beaucoup de personnes qui obtiennent des travaux d'impression du gouvernement et qui se contentent de servir d'intermédiaires et surtout de se faire une commission assez rémunérative. Cela vous devez le savoir aussi bien que nous...

Comme cela intéresse tous les ouvriers des métiers de l'imprimerie de la province, cette publication ne peut que servir le meilleur de nos intérêts.

### Requête au Ministre du Travail

Les signataires, représentant tous les ouvriers syndiqués et unionistes de l'imprimerie de Québec et de la banlieue désirent soumettre à votre attention les faits qui suivent :

Depuis quelques années, il s'est formé en marge des différents ministères du gouvernement provincial un organisme chargé de centraliser tous les appareils à polycopier employés jusqu'ici par un certain nombre de départements.

Cet organisme, dont la direction a été confiée à M. Antonio Ouellet, devait, tout d'abord, ne s'occuper que de la polycopie d'un nombre limité de formules pour usage interdépartemental.

Depuis ce temps, et malgré les nombreuses représentations faites par les ouvriers de l'imprimerie, cet organisme est devenu un concurrent de plus en plus dangereux pour toute l'imprimerie de notre province et il produit aujourd'hui un bon nombre de travaux qui, dans un passé encore tout récent, étaient confiés à nos patrons et à leurs ouvriers.

Vous n'ignorez pas, M. le Ministre, que l'imprimerie constitue l'une des industries les plus importantes de notre province par le nombre d'ouvriers qu'elle emploie et les capitaux qui y sont investis, ainsi

que par les services qu'elle rend aux autres industries et à la collectivité tout entière.

C'est avec une inquiétude qui va grandissant que les ouvriers de l'imprimerie voient se développer avec, semble-t-il, l'assentiment du gouvernement, un organisme dont l'existence n'est justifiée en aucune sorte, pas plus sous le rapport du prix de revient que par la qualité du travail exécuté.

Les ouvriers de l'imprimerie s'adressent donc à vous, M. le Ministre, dans le but d'attirer votre attention sur les effets désastreux qu'aurait pour eux et leurs patrons le développement continu de cet embryon d'imprimerie provinciale et ils vous prient :

1. — D'intervenir pour restreindre au strict minimum la production de travaux polycopiés actuellement produits par le département de M. Ouellet.

2. — De demander qu'on ne confie à ce département que les seuls travaux pour usage interdépartemental, et ce, vu que ces travaux sont de qualité très inférieure et ne contribuent nullement au bon renom de notre province lorsqu'ils circulent dans le public.

3. — D'intervenir pour qu'on ne confie, à l'avenir, des travaux d'impression qu'aux seules personnes propriétaires ou employées d'une imprimerie et de mettre fin à la sollicitation faite par les particuliers ou solliciteurs qui revendent ensuite les commandes ainsi obtenues au soumissionnaire leur offrant le plus bas prix.

4. — De vous rappeler que notre province possède suffisamment d'ateliers capables d'imprimer à prix raisonnables tout ce dont le gouvernement peut avoir besoin en ce domaine et que ces ateliers ont dû dépenser de fortes sommes pour se procurer tout le matériel nécessaire.

5. — De bien vouloir vous souvenir que nos patrons acceptent encore du gouvernement des travaux dont les prix sont calculés d'après le tarif de l'imprimeur du roi, tarif établi en 1922 et jamais révisé depuis, malgré les nombreuses hausses du coût de la main-d'oeuvre et des matières premières.

6. — D'intervenir auprès de qui de droit afin que tous les rapports et autres publications officielles du gouvernement soient publiés comme par le passé, sous l'autorité de l'Imprimeur du Roi.

Pour toutes ces raisons, M. le Ministre, sans en mentionner plusieurs autres pour ne pas prendre trop de votre temps si précieusement, nous osons espérer que vous ferez le nécessaire pour qu'un frein soit mis une fois pour toutes au développement d'un organisme qui menace un peu plus, chaque jour, une industrie qui a fait ses preuves dans le passé et est encore en mesure de le faire dans l'avenir.

Pour terminer, permettez-nous de vous dire, M. le Ministre, que les ouvriers de l'imprimerie sont désireux de continuer à gagner honorablement leur vie et ce n'est pas avec les petites économies (si économies il y a) réalisées sur les travaux exécutés au mimeographe que l'on pourra leur donner les secours qu'ils se verront dans l'obligation de demander, le jour où on les aura acculés au chômage en retirant à leurs patrons des travaux qu'ils ont toujours exécutés à l'entière satisfaction des intéressés, ce qu'on ne saurait toujours dire des travaux polycopiés actuellement en circulation.

### PETITE CAUSE, GRANDS EFFETS

A Baltimore, un joueur de golf expédia violemment une balle en dehors du parcours.

La balle creva la vitre d'une maison voisine. Un chat qui se trouvait dans la pièce prit peur et sauta sur une table portant un réchaud à alcool allumé.

Le réchaud fut projeté sur le sol et mit le feu à la maison, dont il ne resta bientôt plus que des décombres.

## Buanderie - IMPERIAL - Laundry & SUPPLY CO.

TEINTURIERS — NETTOYEURS  
Excellent service de blanchissage

DYERS AND CLEANERS  
Superior Laundry Service

Lavage de famille à prix modérés

Family Washing at Popular Prices

Téléphonez FALKIRK 1179  
1471, RUE PARTHENAIS

Call FALKIRK 1179  
1471 PARTHENAIS STREET

# What's Doing at Ottawa

By GRACE MacINNIS

Discussion this week has centered about the largest Budget in Canadian history and the heaviest taxation ever imposed. The need for this taxation is apted by all parties but there is criticism about where it falls. M. J. Coldwell showed how some measures crush low-income groups and pressed for changes to move the burden to better-adapted shoulders.

1. He protested against sharp increase in the lower brackets for income and national defence taxes. The latter should begin at \$750 instead of the present \$660.

2. He stated that corporation tax increases will not take much more than last year because there are no longer provincial income taxes.

3. He said that doubling the sugar tax hits low-income groups.

4. He urged that gasoline tax increase should not apply to workers in primary industry — farmers and fishermen particularly — in carrying on their production.

5. The 10% increase in the transportation tax should be applied only to luxury travel and not to those who must use trains and buses to get to their work.

6. The failure to tax high-priced cars enough to drop their sales while low-priced ones are taxed 20% to 25% more steeply than last year.

7. The imposition of a sales tax on building materials which will discourage housing.

8. The failure to tax whisky and other spirituous liquors more heavily.

9. He regretted that the Budget contained no proposal to levy non-interest bearing loans levied according to ability to pay.

10. Also he regretted the lack of any program of social planning. "In the past" he said, "we have mistaken industrial anarchy for freedom." Parliament was not doing its job until it set up a committee widely representative of labor, agriculture and industry to make plans for post-war reconstruction.

## Suggested Changes

In all parties there was criticism of national defence tax increases on low incomes, also of gasoline tax increases for farmers, also for transportation tax increases applied to members of the armed forces on leave. Social Credit moved an amendment that all moneys raised other than by taxation be issued through the Bank of Canada. The CCF subamendment added that the entire financial system — chartered banks included — be taken over by the Government and used as an instrument of public policy. The only defence of upper-income groups came from the leader of the Opposition who objected to increases in death duties and urged the paring to the bone of "peace-time expenditures", which he did not explain but which must, include social service costs. In the main, however, the Budget was accepted as inevitable and necessary in the present situation.

## Presses for Housing Now

Attention to Canada's home needs was urged by A. M. Nicholson (CCF) who gave his whole Budget speech to the housing problem. During the last year of World War I, he said \$25,000,000 was not aside by Order-in-Council for housing accommodation. Today the extreme congestion of workers and their families in war-industry centers makes large-scale housing imperative. A conservative estimate shows at least 200,000 new units needed. The Government is using \$10,000,000 for a housing program; at least ten times that amount is necessary. Mr. Nicholson pressed for prefabricated houses which could be erected quickly where needed and moved to other areas following the cessation of war work.

While commending the Government for rent-control measures, he was convinced that there exists a great shortage of moderate and low-rent accommodation. As far back as the last census 5.61% of point of those "huddled together in overcrowded attics" across Canada. He urged directors who knew the housing needs of the lower-income majority and would be prepared to deal with the problem in a planned, adequate way.

position to serve without salary disqualified them.

They knew little or nothing of the viewpoint of those "huddled together in overcrowded attics" across Canada. He urged directors who knew the housing needs of the lower-income majority and would be prepared to deal with the problem in a planned, adequate way.

## For Better Old Age Pensions

No province in Canada pays an average Old Age Pension of \$20 a month, said F. D. Shaw (S.C.) Only the Northwest Territories with 7 old age pensioners pay the full pension. Among provinces British Columbia leads with an average of \$19.13. Going east the figures shrink until Prince Edward Island averages only \$11.28. In contrast, retired judges receive from \$1,000 a month to a low of \$416 a month — 30 getting the latter figure. In wartime Britain the old age qualifications had been lowered to 65 and the amount increased. In the United States as much as \$40 a month is paid, allowing certain incomes to keep up personal property and paying \$50 to \$100 to meet doctor's bills and funeral expenses. Mr. Shaw urged that in Canada the age be lowered to 65 with 60 as the ultimate objective and that the amount be raised to \$30 or \$40 a month. Angus MacInnis (CCF) also dealt with this matter in his speech.

## Demands Better Wages for Quebec Workers

Commending the government for placing a controller in the National Steel Car Corporation plant in Hamilton, Angus MacInnis accused B. J. Magor, company president, "of the most scurrilous and libellous kind" of advertisements defending his position and attacked the Montreal Gazette, the Ottawa Journal and the Ottawa Citizen for editorials urging the government to clamp down on Labor and attempting to incite public opinion against trade unions. These papers insist that strikers in the Peck Rolling Mills in Montreal be made to accept a conciliation board award forcing 50% of the employees to live on wages of 32¢ an hour (including bonus). But they say nothing about the unanimous award of the conciliation board in the dispute between the Canadian Seamen's Union and Shipping interests on the Great Lakes, which the employers disregard completely.

Mr. MacInnis made clear the wide difference of principle involved in Hamilton and Montreal strikes. In the National Steel Car dispute the conciliation board did not make an award. They made an interim report, recommending the provisional reinstatement of union president Tanner and a vote of all employees to decide whether or not the C.I.O. was their chosen bargaining agency. They did this in order to prepare the way either for discussion between company and employees or else for a board award — which may, when it comes, be favorable to either side. The company would not permit even this interim action. The Peck Rolling Mills decision was made because conciliation board members considered themselves bound by the terms of P. C. 7440 to fix wages at pre-war levels. Said Mr. MacInnis: "It is one thing to keep wages which are already fair and reasonable from rising unduly; it is an entirely different thing to keep depressed and deplorably low wages at such levels for the duration of the war". Labor Minister McLarty denied that such was the intent of P. C. 7440 but so far has refrained from stating the government's intention in the Peck Rolling Mills dispute. This plant is a subsidiary of the Dominion Steel and Coal Co. and its low wage is considerably lower than those in the steel mills at Trenton, Sydney, Algoma and Hamilton. "I do not see", said the Vancouver CCF member, "why workers in the province of Quebec speaking the French language, should have to subsist on a lower level than that prevailing in other provinces."

## The Price of Victory

"The democracies, however, in my opinion, can still defeat the nazi hordes if they are willing to pay the price. The price is more democracy. We must extend freedom. We must make the common, ordinary working man feel that he is not a mere worker, a mere man in a mill or

a factory, but that he is an important person in the community, and that the country is interested in his welfare. To acquire the force and unity of purpose to win this war, we shall have to do certain things. We must get clear in our minds that the present struggle is not only a war; it is a world revolution. Hitler never ceases to tell his people that. We must realize that we can never go back to conditions as they were before the war began. We either go forward to a more perfect democracy than we ever had before or go backward to fascism. We must remember that democracy can live only by growing; that, if we at any time try to set a period to it, to say, 'Thus far you shall go and no farther', then we have taken the first step on the road to fascism.

The second thing that must be done is to put forward a positive program of what we are fighting for. This program obviously cannot be a blueprint of a new social order. It must, however, provide measures of social betterment, and above all, it must adopt humane social attitudes toward economic problems. . . . We must drastically cut the spread in income and opportunity which now exists among our people. The adoption of this program by our government would give the principles for which we are fighting, or for which we say we are fighting, more meaning in the eyes of the people than they now have.

## LES OUVRIERS VEULENT LE RAPPEL DU DECRET 7440

Le sujet le plus longuement discuté, jeudi soir, à l'assemblée générale du Conseil des Métiers et du Travail, sous la présidence de M. Raoul Trépanier, a été celui qui a trait à la loi des différends industriels et de l'arrêté ministériel fédéral 7440.

Le secrétaire J.-E. Gariépy donna lecture de la correspondance échangée entre le Conseil des Métiers et du Travail, le gouvernement fédéral et le Congrès des Métiers et du Travail du Canada, au sujet de cet Ordre-en-Conseil qui restreint la liberté des ouvriers de réclamer un salaire leur permettant de faire face au coût de la vie, ou les force à renoncer à la grève — leur plus effectif moyen de protéger leurs droits — pour obtenir une réglementation des salaires.

L'Association internationale des machinistes, local 631, est venue protester énergiquement contre cet arrêté ministériel en demandant son rappel immédiat.

La discussion s'engagea vivement, les délégués protestant énergiquement contre l'application de ce décret dans les circonstances actuelles, parce que certains industriels semblaient en profiter pour empêcher les travailleurs de réclamer des augmentations de salaires justifiées. Parlèrent sur le sujet : les délégués Henri Vallancourt, Harbec, Fournier, Corrigan, Germain, Richard, ainsi que le président Trépanier.

Tous s'accordèrent pour dire que cet arrêté ministériel devrait disparaître.

Finalement, la résolution des machinistes fut approuvée et une copie en sera envoyée à l'hon. Mackenzie King, premier ministre du Canada.

Dans son rapport, l'exécutif recommanda un vote de félicitations à l'hon. P.-R. DuTremblay, conseiller législatif, qui a proposé l'adoption d'une loi de crédit urbain pour venir en aide aux ouvriers et aux petits propriétaires.

Il fut décidé d'approuver l'attitude du département du Travail d'Ottawa de nommer un bureau de conciliation pour régler le différend entre les ouvriers et les compagnies Kraft Paper Products et Cable Fittings, de Saint-Jean, P. Q.

Une résolution fut adoptée approuvant l'attitude de l'Union des marins canadiens dans leurs réclamations auprès des compagnies de navigation et de transport maritime. Le délégué Donne donna des explications sur la situation. Cette demande est endossée par le Conseil.

Il fut ensuite question de la nouvelle loi des liqueurs qui défend aux taverniers de changer les chèques des ouvriers. Des télégrammes ont été envoyés au premier ministre, l'hon. M. Godbout, et aux autres membres du Parlement relativement à l'échange des chèques dans les tavernes, après la fermeture des banques. Le premier ministre aurait répondu qu'il regretterait beaucoup que la Législature n'ait pas cru bon de se rendre à la demande qui lui avait été faite.

Devant un tel résultat, les ouvriers ont

## INDEX DES UNIONS LABOR DIRECTORY

**CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL DE MONTREAL — MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL.** — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month — s'assemble les premier et troisième jeudis de chaque mois, à la salle de l'Assistance Publique, 458, rue Laguchetière Est. Président, Raoul Trépanier, 1153, rue Saint-Denis, Tél. LA. 2503; secrétaire-correspondant — corresponding-secretary, J.-E. Gariépy, 11, rue Saint-Paul Ouest, Tél. LA. 5391; vice-présidents, Claude Jodoin, 3088, rue Saint-Hubert, Tél. HA. 9355; J.-M. Shannon, 406, rue Champ-de-Mars, Tél. BE. 1182.

**ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL.** — To promote the interests of Allied Union Label (which can be had in French or English). The following organizations comprise Council: The Typographical Union No. 176; Jacques-Cartier Typographical Union No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union No. 52; Brotherhood of Bookbinders and Bindery Women's Union No. 91; Photo-Engravers' Union No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union No. 33; Associate member: Amalgamated Lithographers of America No. 27; President, W. Forrest; vice-president, C. Arpin; Recording Secretary, Georges Brunelle; Secretary-Treasurer, James Phillip, Room 103, 686 Notre Dame St. W. Tel. MA. 7489. Executive: John Moore, J. A. Ardouin and John Kelly. Auditors: J. A. Riard, James Singleton, J. A. Ardouin. Council meets second Tuesday of each month at 909 St. Lawrence Blvd.

**UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No. 145.** — S'assemble le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berri. Président, Charles Couto, 2958, rue St-Antoine, Tél. FI. 4227; secrétaire, trésorier, Chas.-E. Chailfour, 7430, rue Christophe-Colomb, Tél. DO. 3771.

**TYPOGRAPHICAL UNION No. 176** — Meets first Sunday of each month at the Windsor Hotel, Raymond M. Bennett, President, 337 Melrose Avenue, Verdun; James Phillip, Secretary-Treasurer, Room 103, 686 Notre Dame W.; Business hours: 9:00 a.m. to 5 p.m.; Saturday, 9:00 a.m. to 1:00 p.m.; MA. 7489.

**CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIER-SERRURER D'AMERIQUE. — MONTREAL DISTRICT OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA.** — President, Esdras Secours; vice-president, E. Doucet; trésorier, E. Lanthier; secrétaire, Edouard Larose; gardien, Zénon Primeau; agents d'affaires, Ed. Toussaint et E. Bernier.

Assemblée chaque mercredi, à 8 hrs du soir, au Monument National, chambre 10.  
U. L. 134, s'assemble tous les lundis soirs, au Monument National, chambre 11, C.-J. Raymond, secrétaire.  
U. L. 178, s'assemble tous les 1er et 3e jeudis de chaque mois, au Monument National chambre 10, Jos. Remy, secrétaire, 8813, rue Henri-Julien.  
U. L. 1127, s'assemble tous les 2e et 4e lundis, au Monument National, chambre 10, Eudore Primeau, secrétaire, 161-4e Ave., Verdun.  
U. L. 1244, s'assemble tous les 2e et 4e jeudis, à 904, rue Ste-Catherine ouest, H.-H. Salter, secrétaire, 2282, Oxford Ave., N. D. G.  
U. L. 1360, s'assemble tous les 1er et 3e lundis, à 4030, Notre-Dame ouest, H. Martin, secrétaire, 2845, rue Claude, Verdun.  
U. L. 1375, s'assemble tous les lundis, à 168-1ère Avenue, Lachine, H. Harris Daoust, secrétaire, 159-1ère Avenue, Lachine.  
U. L. 1508, s'assemble les 2e et 4e vendredis, à 1631, rue Létourneau, Charles Thibault, secrétaire, 2435, rue Orléans.  
Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

**UNION DES EMPLOYES DE TRAMWAYS DE MONTREAL, Local 790, Association des Employés de Tramways électriques et de chauffeurs d'Autobus d'Amérique. — Montreal Tramways Employees' Union, Local 790, Amalgamated Association of Street, Electric Railway and Motor Coach Employees of America.** — Quartiers généraux. — Headquarters, 1153, rue St-Denis, Tél. LA. 2503. Officiers — Officers: Elphège Beaudoin, président; J.-G. Gagnon, vice-président; O.-A. Neveu, sec.-financier; Raoul Trépanier, agent d'affaires; Alberto Brodeur, trésorier; Joseph Barbusci, secrétaire correspondant; W. Lator, sentinelle. Le Local se réunit le 2e mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berri, et l'exécutif le lundi précédant l'assemblée régulière à 1153, rue Saint-Denis.

**FRATERNITE DES PEINTRES DECORATEURS ET TAPISSEIERS D'AMERIQUE, Local 340.** — S'assemble le 2e et le 4e lundi du mois au No 1331A est, rue Ste-Catherine. Président, Jules Boulet, 1471, rue Champlain; vice-président, C.-A. Mondor, 4227, rue Mentana; secrétaire-correspondant, Arthur Montmorency, 1263, rue Mont-Royal; trésorier, L.-P. Boisselle, 564, rue Gouneau; secrétaire-financier, Raoul Gervais, 4260, rue Marquette; conducteur, A. Goudreau, 9078B est, rue Notre-Dame; Auditeurs: Arthur Boismenu, 4621, rue Colonial; Ernest Désève, 6633, rue St-Dominique; A. Chevalier, 2427, rue Jeanne d'Arc; gardien, Jos. Girard, 8145, rue St-André; agent d'affaires, Edgard Gilbert, bureau 909, boul. St-Laurent, chambre 22, Tél. PL. 6364.

**UNION DES TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE, Local 249. — BOOT & SHOE WORKERS' UNION.** — S'assemble tous les vendredis soirs à 1331A est, rue Ste-Catherine. Président, Roméo Talbot, 1849 est, rue Marie-Anne; vice-président, Delphis Jodoin, 1765, rue Panet; secrétaire-archiviste et correspondant, N. Gervais, 2112, rue Wolfe; secrétaire financier, trésorier et agent d'affaires, Charles McKercher, 1331A est, rue Ste-Catherine, Tél. CH. 6511, résidence, CL. 7125; assistant agent d'affaires, Lionel Thibault, 4670, rue Papineau, Tél. AM. 7062; sentinelle, Phyllis Leclair, 1438, rue Amherst. L'exécutif s'assemble le 1er et le 3e mercredi du mois, à 1331A est, rue Ste-Catherine. Président, Jos. Groux, 3446, rue Dorlon; vice-président, Mlle Edna Tremblay, 1055, rue Visitation; secrétaire, Jos. Beauregard, 1508, rue Beaudry.

manifesté leur intention de prendre les moyens d'être payés en monnaie, en argent, au lieu de l'être par chèques.

En ce qui concerne la canalisation du Saint-Laurent, l'hon. M. King, premier ministre du Canada, a écrit au Conseil que ses représentations avaient été soigneusement notées.

# Democracy Is Not Dead

By RUTH TAYLOR

The pessimists are united on one theme — played over and over again. "Democracy is dying" — and some even go so far as to say, "Democracy is dead." They bewail its passing and at the same time say nothing can be done about it — that we must reconcile ourselves to a new world.

But democracy is NOT dead. No onward march of dictators can trample it into dust — for Democracy is more than a way of life. Democracy is a way of thought — and no dictator can dominate forever the mind of man. It is the unfettered thought of man that has spelled the doom of every dictator who ever lived — or who will ever rise from the ashes of an embittered nation.

When we fight for Democracy, we are not fighting for a country but for an ideal — not for a word — but for the things for which that word stands.

Democracy, according to the dictionary, is "government directly by the people collectively." It is a government of freedom — but our own freedom depends upon the right of others' freedom being safeguarded. Respect for human dignity — for the individual in a democracy — is one of the great differences between democracy and totalitarianism. Democracy believes in the intelligence and integrity of the average man. Totalitarianism denies this quality and declares that the average man does not have enough sense to decide things for himself and that it is necessary that a self chosen clique of "supermen" be given absolute rule over the public and private life of every man.

The duties of those who believe in a democracy were outlined centuries ago by the prophet Micah when he said, "And what doth the Lord require of thee, but to do justly, and to love mercy, and to walk humbly with thy God?" And to those who believed and obeyed was given the promise, "And he shall judge among many people, and rebuke strong nations afar off; and they shall beat their swords into plowshares, and their spears into pruninghooks: nation shall not lift up a sword against nation, neither shall they learn war any more . . . and none shall make them afraid."

Democracy is NOT dead. If it be truly put into practice, it will live forever.

## Baiting and Blackguarding Labor Leaders

(Continued from Page 1)

Every agreement or law, limiting the right of an employer to employ or discharge a workman who is a member of a union is undoubtedly an interference with the untrammelled liberty he enjoys when no union exists to act as an agent and protector of the worker.

Even in democracies personal liberty is limited in the interest of the community. Labor is justified in creating a limited monopoly by means of collective bargaining.

What economic or personal consideration can the worker get, who is chosen by a loud mouthed and arrogant foreman who picks his men from the crowd outside the gate? One wonders whether the writer of the article from which the extracts have been given, would like to find himself in so servile and humbling a condition! The union gives the hitherto helpless and subservient worker, a self respect and self reliance, that makes him a better citizen and more efficient worker. Even newspaper men and well paid journalists have found it to their advantage to "organize." Shall the same right be denied the worker? Experience has demonstrated, that the unorganized workers are hewers of wood and drawers of water, held in almost contempt by a certain type of employer and his staff.

It is untrue that: "Almost without exception the labor disputes have been contrived for the purpose of building up the power of a small minority group of union organizers." It is equally untrue: "that a few leaders of the gangster type should be able to create diversions that put Canada's traditionally conservative labor leaders and workers in a position where their motives and actions may be misunderstood and misinterpreted."

It is also suggested that: "The Minister responsible, Mr. McLarty, and the Prime Minister ought to wake up to what public opinion really thinks about the matter."

The "public opinion" upon which the opponent of the union counts, is that, that can be organized by the press of the country, which has very seldom been sympathetic to even minor demands made by organized labor. As to the "traditionally conservative labor leaders and workers," it is perhaps well to remind him, that in difficulties arising between members of a union restricted to those of one particular religious persuasion, violence took place and the chief executive of a large textile enterprise was the victim of a brutal assault. A well known judge likewise scathingly denounced members of the same type of organization in the judgment he rendered.

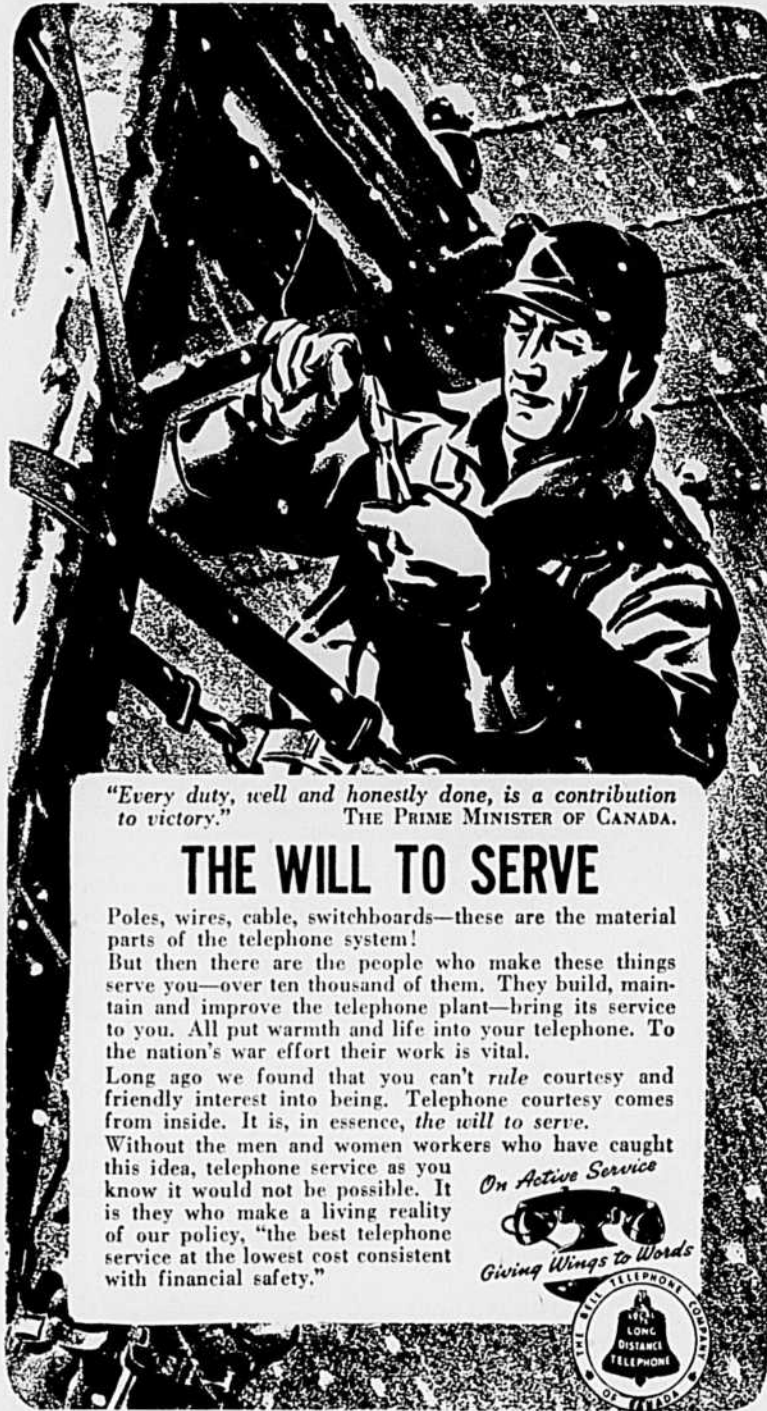
A daily newspaper, that is the mouth-piece for the same element as that represented by the financial organ from which I have quoted, in a recent issue under the caption: "The Government and the C.I.O.," charges: "The S.W.O.C. (Steel

Workers' Organizing Committee) an integral and important part of the C.I.O. is engaged in a deliberate attack on Order-in-Council 7440 dated December 19th, 1940." This criticism can be easily answered. The Order-in-Council is not mandatory. It is a guide for boards and they may even ignore it, where they conclude, that the wage scale of 1929 was depressed to the degree, that it would be unfair to expect workers with families to support themselves upon it. Thirty-two cents an hour does not provide a wage that begins to approximate to the cost of living standards essential to human well being. It does not enable the workman to buy a sufficiency of the elementary necessities, not counting clothing, rent, and other incidentals.

*It is not a question of the C. I. O. or the A. F. of L. but earning or being paid, enough to make ends meet. Employers who treat their employees with the consideration they merit, seldom have labor troubles. I could name several of the largest enterprises in the Dominion whose labor relations leave nothing to be desired. Regardless of whether their employees are union or non-union, they feel, they should do all they can to keep them satisfied.*

It is in a measure unfortunate, that the C. I. O. suffers from the prejudice and ill will, initially generated by the Premier of Ontario following a labor dispute in Oshawa. At the time, both the present Minister of Justice and the then Minister of Labor, the late Norman Rogers, declared, that the workers could not be debarred from joining the union of their choice. Two ministers who did not promptly concur in the views expressed by Mr. Hepburn were practically asked to resign.

Since then, Ontario's Premier, has seldom lost an opportunity of assailing the C. I. O. and expressing his agreement with the policies of the A. F. of L., which is a "foreign organization." Taking their cue from Mr. Hepburn, prejudiced and ill informed editors attack the C. I. O. affiliations, where differences lead to strikes. What led to the forming of the C. I. O. would take too long to recount. It organized large industries which previously repudiated the principle of collective bargaining. It now has agreements with several of the largest employers in the United States. At the beginning, it attracted a number of undesirables in the persons of radical agitators who were not really interested in the welfare of the workers, but sought to exploit them for the benefit of their own particular ideology. This element, the enemy of decent labor and progressive capital is being eliminated. The N. R. A., and the National Labor Relations Act, have given a decided impetus to the



"Every duty, well and honestly done, is a contribution to victory."  
THE PRIME MINISTER OF CANADA.


### THE WILL TO SERVE

Poles, wires, cable, switchboards—these are the material parts of the telephone system!  
But then there are the people who make these things serve you—over ten thousand of them. They build, maintain and improve the telephone plant—bring its service to you. All put warmth and life into your telephone. To the nation's war effort their work is vital.

Long ago we found that you can't rule courtesy and friendly interest into being. Telephone courtesy comes from inside. It is, in essence, *the will to serve.*

Without the men and women workers who have caught this idea, telephone service as you know it would not be possible. It is they who make a living reality of our policy, "the best telephone service at the lowest cost consistent with financial safety."

*On Active Service*  
*Giving Wings to Words*



building and strengthening of the labor movement.

The violent language of prejudiced and unfair editors will not lessen the growing influence of the trade unions. I have more than once in these columns, quoted the declaration of one of Britain's greatest statesmen, the Right Honorable W. E. Gladstone that: "The trade union is the strongest bulwark of democracy." It is certainly proving itself so today. The organized workers in the British Isles and Commonwealth and the United States are Hitler's most determined foe. They know what their fellow workers have suffered in Germany and the invaded lands, and have no desire to become the victims of nazi domination.

It comes with bad grace from the editor of a newspaper in a democratic land, to scurrilously attack the leaders of organized workers be they members of the C. I. O., the A. F. of L., the Catholic Syndicates or other labor affiliations. It is labor cooperating with the armed forces, that will in the last resort save democracy for the world, and make it possible for editors and journalists, as well as union hating employers to freely blackguard earnest and sincere labor leaders as "racketeers," "gangsters" and "professional operators."

That there have been labor leaders who have been false to their trust may be true; that some of them have been arrogant and truculent, is also true; but that they are, man for man, as sincere, loyal, self sacrificing, and trustworthy, as their fellow citizens in other ranks of life cannot be challenged. We get the unions, as we do the governments, we deserve.

*Industrial disputes can be prevented and quickly adjusted if both employer and those who speak for employees will show a spirit of real conciliation.*

Regardless of legislation or orders-in-council, peace in industry can be maintained where the parties to industry, conscious of their responsibilities to the community and the state, will make a determined effort to deal with each other in a truly Christian endeavor to apply the "Golden Rule."

If the average employer would attempt to view things from the worker's standpoint, he would understand and appreciate, what it means to meet obligations and maintain one's health on a wage or salary, that is far from being adequate.

No one can speak more authoritatively and sympathetically in all that affects human welfare than the Prime Minister of the Dominion. He was Canada's first Deputy and subsequently Minister of Labor. His splendid and instructive book: "Industry and Humanity" discusses in an impressive and convincing manner the principles of industrial reconstruction. He has met labor leaders and recognizes their right to speak on behalf of their fellow workers. His understanding of social and industrial problems prompted him to sponsor legislation that eliminated abuses and remedied social ills.

In all that relates to human welfare he speaks his mind. No one in these times is so anxious to promote the industrial goodwill, so necessary to maintain production, as he and his colleagues. He has however made it quite plain that he does not believe in coercion. The choleric critic of organized labor to whom I have referred in preceding paragraphs, would like nothing better, than getting the Government to use the big stick. In this, he will be disappointed, since it has been shown, that disputes can be adjusted without a resort to a compulsion, that would provoke intense resentment, and far from accelerating production considerably diminish it.

Mutual respect is the basis for collective bargaining and understanding.

It is unpardonably presumptuous for biased or "interested" editors and journalists, who know of labor leaders largely because of deliberately manufactured ill repute, to basely defame the chosen representatives of the workers. The laborer is worthy of his hire, and he is entitled to a living wage even when we are at war. To exploit his patriotism and make him and his leaders appear unpatriotic when he refuses to accept less than a living wage, is a reflection upon the intelligence, humanity, and sense of fair play that should influence the action and judgment of those, who profess to be his educational and social superiors.

If meddling editors will mind their own business and criticize constructively, without resort to libellous abuse and vindictive personalities, labor and industry, through or without government intervention, will, as they must, get together, and once suspicion as to motives is dissipated, resolve their difficulties and problems to their mutual advantage and satisfaction.

# Goebbels Communes with Himself

By BERNARD ROSE, K.C.

Goebbels enters his strictly private sanctum. Before closing the door to the office he usually occupies, he tells the stalwart elite guardsman on duty, that he must on no account be disturbed. Locks the door and seats himself on a beautifully upholstered chair. Looks at himself in a finely carved mirror and remarks: "I am getting quite grey. It shows how wearing are my responsibilities." Stares into space for a few minutes and then begins communing with himself.

"I must admit, that things are getting serious. Even the great Fuehrer to whom I owe everything and whom I serve with a dog like loyalty is alarmed. He seems to have become quite thoughtful of late. He knows he can depend upon me. I wish he would consult me oftener, instead of consulting or sharing his confidences with Goering, Ribbentrop, and Hess.

"I have done everything to please him! On the radio and in the press, I have never ceased to extol his great virtues. I have pictured him as the world's greatest statesman and the Heaven sent saviour to regenerate Germany. My propaganda machine works to perfection. I have complete control of every agency of information, education, and communication, within the Reich, and have liberally subsidized my agents in foreign countries. They form what appears to be, innocent cultural and national associations, but are mere adjuncts of the Propaganda Ministry. Now that war is on I must increase my expenditures for foreign propaganda and make a stronger appeal to the racial feelings of Germans abroad. We can't deceive the Englishers and Americans, as we so successfully did, prior to the declaration of war. I must endeavor by every means to prove to the Fuehrer, that I am indispensable. Corpulent Hermann (Goering) may regard me with contempt because of my physique, but I have got brains. I am not building myself a palace using public funds. I am very well off financially but not as extravagant and ostentatious as he is. He has spent millions of marks whilst the majority of workers have hardly enough to eat. If he ever gets nasty with me, I shall not hesitate to tell him what I think of his manner of living. It is fortunate for him that I am in charge of the Propaganda Ministry, and can prevent, stifle and punish any attack or criticism levelled at him, the Fuehrer or high ranking members of the party. I could never understand, why the Fuehrer took such a liking to and has given so much to bull built Hermann. (Surveys his own small body and sighs.)

"Ribbentrop, who struts around as if he was the Fuehrer, is jealous of me. Only a few years ago he was a champagne salesman. He certainly has what the Americans call 'gall.' He takes pride in the agreement he concluded with Stalin. Bah, any schoolboy could have got that ruffian Stalin to sign an agreement with the all powerful Reich. So far, the results have not been very fruitful. Russia attacked and wanted to subjugate a pure Nordic nation. We Aryans have more in common with the Finns than we have with the ignorant and unwashed Slavs. Himmler's Gestapo agents report, that the Moujiks don't want to fight. In their dumb way they ask why they cannot stay in the fields or work in the factories. They have no heart for fighting. Poor brutes! Thousands of them were frozen to death in Finland. Stalin nodoubt thought that he was a 'Fuehrer' and would carry all before him as we brave Germans did in Czechoslovakia, Austria and Poland. Frankly, I do not like this alliance between the Hitler Reich and so uncivilized a country as Russia.

"I am not so much concerned about Russia as I am of the growing aggressiveness, military and propagandist, of the Englishers. The effect of my propaganda seems to be wearing off. They seemingly do not take us seriously. They have evidently made up their minds to fight until according to Churchill, 'Hitlerism is smashed'.

"This all comes from placing so much confidence in Ribbentrop. He told the Fuehrer in the most positive terms they would not fight. Even fat Hermann believed him. Not only are they fighting but are making preparations for a long war. (They are evidently not aware that we cannot stand a long war, but we must keep this from them as long as possible.)

"No matter how violently I assail them I seem to make little impression. They are now ridiculing the Fuehrer and myself, in their music halls and other places of amusement. Fancy the Fuehrer being the butt of the stolid Englisher's jokes and witticisms! Even my renegade Englishman, who broadcasts in an accent that is unmistakably Oxford admits, that we are making little progress.

"I told him to blackguard Churchill on every occasion, and that if he was short of material, to manufacture it. *I told him, that to be a successful German propagandist he must never tell the truth.* That even a lie should be lavishly embroidered.

"If the Fuehrer had relied upon truth to influence the masses to give him the power he enjoys, he would have made little headway.

"I wonder whether I should change my tactics? I dare not incur the displeasure of the Fuehrer! My recent broadcasts seem to have consolidated British and foreign opinion against us. We have kept the Czechs down with an iron hand. We have executed and imprisoned thousands of Poles and dealt very summarily with malcontents amongst the workers. There is still a lot of muttering and hardly concealed ill will on the part of the workers, whose unions and cooperatives were liquidated; but the Gestapo can handle them. It is now high treason punishable with death to criticize the Fuehrer and his staff, or say anything in favor of the Englishers or the conquered nations.

"Every German belongs to the Fuehrer, body and soul. Notwithstanding our precautions and watchfulness, I have received a number of anonymous letters. The writers who are evidently educated Germans accuse our noble Fuehrer, Goering, Hess, Ribbentrop and Himmler of living in luxury whilst the nation is on meagre rations. What treachery to the nation and the Fuehrer! The loyal nazi should be satisfied with but one meal a day if necessary. I suppose when they look at fat Hermann they ask whether he is on rations. It has got abroad that the Fuehrer is very fond of cream. One of my correspondents, a woman, wanted to know why he should have cream when she cannot give her baby skimmed milk.

"I must make these letters the subject of my next broadcast. I will tell our loyal German people that we are bound to be victorious. That the Hitler legions will defeat the raw troops of the democracies. I will also reply to the presumptuous individual who wanted to know why so many German ships are interned in foreign ports and the Graf Spee was destroyed by our own sailors.

"Since Churchill became head of the Government, he has mocked us and criticized us, in a highly contemptuous way. It is a good thing, that so few Germans understand English and that the penalties are so drastic for listening to translations of speeches given by English and French broadcasters. I know that pamphlets are surreptitiously circulated but the last group the Gestapo confiscated, and those who were caught listening to a speech of Churchill were sent to our worst concentration camp. That is the way to deal with workers of this type! No mercy to be shown critics or opponents of our brave Fuehrer! He pauses and becoming reminiscent continues: "I am afraid, that the Fuehrer acted a little bit abruptly in invading Poland. The Englishers have published a Blue Book that puts the Fuehrer in a rather bad light. Nevile Henderson wrote his last interviews up in fine style. He certainly provided the Englishers with some good propaganda. No wonder the people are told to be prepared for a long and bitter war. We can do nothing with the stubborn French. They know us too well and are jealous of us.

"What the Fuehrer is afraid of, is the effect of bombs being showered on Berlin and other cities once the war starts in real earnest. He thinks it will make them panicky and easy victims of Allied propaganda. Chamberlain said on several occasions that he was not fighting the German people, but our revered Fuehrer. Once this gets into the heads of the people we shall have trouble. Mein Gott, this would be a terrible calamity!

"I will manufacture more potent lies about the Englishers. I must in the strongest language depict them as savages who do not spare prisoners and if they win will make slaves of us all. I must magnify a hundred times every sinking of a British vessel and laud in the most eloquent way the magnificent exploits of our airmen. I must as the Americans say: 'bluff more than ever.'

"I must offer at bait to the soldiers and civilians, the pleasing prospect of being the world's masters with the proud English as their servants. I must make their mouths water with the huge indemnities we shall exact from wealthy England and rich France. Every German soldier must be told, and believe, that with the defeat of England and France he will come into a fortune and not have to work for the rest of his life. I must make stronger appeals to envy and racial pride. We have practically liquidated financially our smaller minorities — those that remain in the Reich and its conquered territories are virtual slaves. The prospect I have outlined is certainly a pleasing one to offer the soldiers and workers of the Reich."

Awakes with a start. "I must have been dozing. It is the heat of the room and weariness." Proceeds: "I have hitherto been quite successful with my propaganda at home and abroad. Even the Englishers admit I am the world's super-propagandist. Fortunately, the average German is a very docile individual and never suspects we are leading him by the nose. The Fuehrer was right. The oftener you lie the stronger the impression of truth. The German is convinced, as a result of our work, that the Versailles Treaty was a crime against the Fatherland. We almost succeeded in getting the British workers to agree with us on this point! How easy it is for a clever man with no scruples to fool the masses! The Fuehrer certainly knows his Germans. I have strictly adhered to his wise policy of seldom telling the truth but to keep on lying. It has paid both of us very big dividends. In that respect I can lay claim to the title of being the world's most successful liar.

"In the Allied countries and the United States they call me, 'a rat,' 'a skunk,' 'a snake' and other low animal terms. Yet, I am only doing my duty to my Fuehrer and country. It is true that I am richer now than I was previous to handsome Adolf appointing me the Reich Minister, but I have earned all I get. I have a nice little fortune in good foreign securities for the inevitable rainy day. So has the Fuehrer, Goering, Ribbentrop, Hess, Himmler and even Von Papen. I shall carry on the good work — it pays."

Looks at his fine gold watch with a start. "I never thought it was so late! I must return to give my staff more precise instructions. Since the Russian agreement, I have found it increasingly difficult, to reconcile our former vitriolic attacks on communism with our present attitude to Stalin. I must lie out of it some way. I can't very well tell our people that Stalin shot his best generals and has no organization. I must induce them to believe Russia seeks to achieve the same ends as the Reich and it is to our interest to work together. (Only wish it was true.)

"It is certainly a great advantage that we do not have to take orders from a democratic parliament. The Fuehrer being in absolute control his word is law. We have the population so well regimented, that they never question or disobey our orders. That is one of the supreme benefits of a totalitarian state. *Our Fuehrer does not have to consult labor leaders or deal with those impudent trade unions.* We have our Nazi Labor Front and Herr Ley is responsible. He has a free hand and can do as he pleases. The Fuehrer is convinced we can beat the democracies.

"Perhaps! What I don't like, is the readiness of England's dominions to share in the cost and sacrifice that the war will entail. In the last war the Canadians fought like very devils. In the air they showed a courage and initiative that won the grudging admiration of our fliers. The Englishers quickly adopted the principle of national military service. They will thus have millions of men available the moment we begin our offensive. I am beginning to doubt that it is going to be over as quickly and successfully as we hoped. The idea of our defeat is too terrible to contemplate. If this should happen I believe the Fuehrer would destroy himself. He could do so as a gesture of noble patriotism since he has no family; but I am in a different position since I have a family. I don't feel called upon to make any greater sacrifices than I have. If I find things going against us I will make arrangements to go to one of the neutral countries or secure a forged passport to the United States.

"Ribbentrop, Goering and Himmler can stay in the Reich, I will look after myself.

"I must not in the meantime breathe a word of my doubts to my colleagues. I will continue violently attacking the democracies and their leaders as the enemies of the German people whose only desire is to dominate the world.

It is for the second time: 'Germany over all or downfall.'"



## FROM NEAR AND FAR

### Wage Raise Cannot Cover Overtime

Wage or salary increases cannot be later claimed to cover overtime payments due under the Wage and Hour Law, General Philip B. Fleming, Administrator of the Wage and Hour Division of the U. S. Department of Labor pointed out a few days ago.

"Cases have recently come to my attention where our inspectors have found overtime payments due to employees and then have been informed by the employers that wage or salary increases had been given to employees — the amounts varying in each case — and that the amounts of such increases should run to the employer's benefit in squaring off the debt due the employee under our computations for overtime," General Fleming said.

"Unless the employer has adopted a constant wage plan, such as is outlined in the Wage and Hour Division's Interpretative Bulletin No. 4 or unless it is made clear to the employees at the time they are given additional amounts that such amounts are to compensate them for overtime and are not increases in salary, the division will not recognize the additional amounts as advances toward overtime or as payments for such time. Payments made to employees cannot be wage or salary increases and extra compensation for overtime at one and the same time. Where additional amounts are paid without any understanding that they are overtime compensation and the payment of such amounts remains constant even during weeks in which the employee works no overtime, the payments are in fact wage or salary increases and must necessarily be reflected in an increase in the employee's regular hourly rate of pay rather than as an offset against extra compensation due for overtime."

General Fleming also pointed out that similar situations have arisen where companies have undertaken to pay more than the union scale for certain work and then have sought to fall back upon the additional compensation so paid as an offset against extra compensation due for overtime under the Wage Act unless it was stipulated at the time such amounts were paid

that they were paid as extra compensation for overtime and not as increases in the scale of wages above the scale required by union agreement.

### Parley of Railway Carmen Approved in Referendum

One of the greatest conventions in the history of the Brotherhood Railway Carmen of America will get under way on September 22, in the huge Municipal Auditorium at Kansas City, Mo.

Members of the Brotherhood decided at a referendum just concluded to hold the convention, which will be the eighteenth of the 52-year-old union of car builders. The last one took place in 1935 at Montreal, and another was scheduled for 1939, but by membership decision was postponed for two years.

President Felix H. Knight, who has piloted the organization for the past six years, after serving as assistant president for the previous 23, predicted the convention will be "one of the most successful" in the organization's history. It will last about 10 days, and will reveal remarkably inspiring progress made by the Brotherhood.

"Indications are that at least 900 delegates will come, about 150 more than at the 1935 sessions," President Knight explained. "Visitors should swell the attendance well above the 1,500 mark.

"Our reports will show that the Brotherhood is in a better position — financially, in prestige and in number of roads under contract — than at any time since the shopmen's strike of 1922." — Labor.

### Two A. F. og Unions Win Long Struggle

Chicago, May 8. — A long fight by the International Association of Machinists and the International Brotherhood of Electrical Workers for recognition at the Kellogg Switchboard and Supply Company here ended in a victory this week.

On the eve of a scheduled strike, the National Defense Mediation Board brought about a settlement which included a signed agreement with the unions, a 10 per cent wage increase, vacations with pay and other gains. Terms are subject to ratification by the union members. The company manufactures army signal corps equipment.

### B. C. Firm Fined On Labor Law

The Langley Manufacturing Company, Ltd., was convicted, in police court of Vancouver, B.C., on a charge of illegally discharging an employee "on the sole grounds of his being a member of a union" and fined \$100 by Police Magistrate MacKenzie Matheson.

Edward Sturgeon testified that he was discharged April 24, after being made shop steward of the Vancouver Metal Workers' Union, Local Number two. He charged that Merion M. Davies, the company manager, had told him that as an official of the union he was "an undesirable employee."

Davies denied having made such a statement and said that Sturgeon was dismissed because of inefficient work.

The charge was laid under Section 502 of the Criminal Code of Canada.

### \$300,000 Lesson Is Learned By Utility

New York, May 8. — It cost the Consolidated Edison Company, one of America's biggest utilities, \$300,000 this week to learn that anti-unionism doesn't pay.

The National Labor Relations Board persuaded the company to pay that sum to 148 employees who had been fired for union activity. Sixty of these were reinstated, the others having obtained jobs elsewhere. — Labor.

### Named as Conciliators

St. Johns, May 12 — Raoul Trepianier, president of the Montreal Trades and Labor Council, and Yvan Sabourin, K.C., have been appointed members of a conciliation board between employees and officials of Kraft Paper Products, Ltd., and Cable Conducts and Fittings, Ltd., here.

Employees of both firms walked out on strike last month in an effort to obtain higher wages and better conditions, but the strike was declared illegal a day later by the federal Department of Labor in virtue of the Industrial Disputes and Investigation Act, pending a conciliation board inquiry.

Appointment of Messrs. Trepianier and Sabourin as members of the conciliation board was announced here tonight. They are to choose third member, who will act as chairman, within the next five days — The Gazette.

### National Finances in France

At the beginning of February, Government obligations without cover to the Bank of France, amounted to 108 milliards of francs (approx. £600 million or \$2,880 million, at normal rates), of which 73 milliards (£420 million, or \$2,016 million) represented the cost of maintenance of the German army of occupation. By the beginning of March, the latter figure had increased by 12 milliards (£68,000,000 or \$326,000,000) — that is, in one month! The note issue has risen from 130 milliards — £740,000,000 or \$3,552,000,000 — before the armistice last year, to 220 milliards (£1,260 million or \$6,048 million). Interest services on State loans in the first quarter of 1941, amounted to 5,100 million francs (£30 million or \$144 million), while relief to "unemployable" persons for the same period amounted to 1,200 million francs (£6,800,000, or \$32,600,000).

### Dies Probers Rapped for "Running Wild"

Agents of the Dies committee investigating un-American activities were rebuked this week by a Federal judge at Washington for "running wild" in seizing documents and other misuse of its subpoena power.

Justice F. Dickinson Letts, in the United States District Court, declared committee seizure of property of the Communist party at Baltimore was illegal and ordered return of the documents and the suppression of all evidence obtained from them.

### LE MONDE OUVRIER

Rédigé en collaboration

MARCEL FRANCO

Secrétaire de la Rédaction

BEN. DROLET

Gérant de la circulation

Le seul journal ouvrier bilingue au Canada



Membre de la Presse ouvrière internationale d'Amérique

### THE LABOR WORLD

Canada's Only Labor Bilingual Paper

Imprimé par l'Imprimerie Mercantile, Limitée, 11, rue Saint-Paul Ouest, Montréal

Téléphone: PLateau 8451

GERARD TRUDEL  
AVOCAT

Edifice Aldred, MONTREAL

NOW IS THE TIME TO GET A GOVERNMENT JOB as Clerk, Postman, Customs Clerk, Steno., etc. Five Dominion-wide exams held since war began. Free Booklet. M. C. C. Schools Ltd., Toronto 10. Oldest in Canada. No agents.

AIRD & SON  
LIMITED

BEAUMONT SHOES  
FOR WOMEN

MONTREAL, CANADA

### Street Car Union Wins \$368,000 Wage Boost

Detroit, Mich. — The new agreement between the Department of Street Railways of Detroit and members of Division 26 of the Amalgamated Association of Street, Electric Railway and Motor Coach Employees of America carries improved working conditions which the Mayor and the Board of Street Railway Commissioners estimate will cost the municipally-owned railway system at least \$368,000, especially benefiting operators having runs which spread over 11 hours in any one day.

The wage provision calls for the additional payment of one-half cent for each minute the spread extends over 11 hours and one cent for each minute the spread exceeds 12 hours. Under these new conditions many of the operators will receive as much as \$1.50 additional each day. Other improvements include a guarantee of three hours' pay for operators who are asked to report for work and the payment of travel time between sections of swing run. The question of increasing hourly wage rates, vacations and overtime provisions will be submitted to arbitration. All employees now receive 10 days vacation with pay. — Weekly News Service.

### Canadian Income at High-Water Mark

Ottawa, Can., May 8. — Canada's income is now at the highest peak in the nation's history, the Dominion Bureau of Statistics reported this week.

Calculated on the showing of the first quarter, the bureau said, real income for the year will be \$5,111,000,000, and that compares with \$5,022,000,000 in 1928, the banner year up to this time.

Defense spending was credited with being a major factor in the increase. — Labor.

Our Leading Amusement Places  
Dans nos Théâtres

## PALACE

MICKEY ROONEY  
as "Whitey Marsh"

MEN OF BOYS TOWN  
SPENCER TRACY  
as "Father Flanagan"

## CAPITOL

Edward G. ROBINSON  
IDA LUPINO

JOHN GARFIELD in  
"The Sea Wolf"

Jack London's Immortal Story  
Added Feature  
"Thieves Fall Out"

## PRINCESS Theatre

THE  
Wagons Roll at Night

with HUMPHREY BOGART  
JOAN LESLIE  
EDDY ALBERT  
Added Feature

'Shadows on the Stairs'

## LOEW'S THEATRE

Held Over 2nd Week!  
VIVIEN LEIGH

LAURENCE OLIVIER in  
That Hamilton Woman!

Extra  
"Information Please"  
ANNA NEAGLE, Guest Expert

## DOMINION BRIDGE CO. LIMITED

Head Office and Works at:  
LACHINE, P. Q.

Branch Works:  
Amherst Ottawa Toronto  
Winnipeg Calgary Vancouver

## THE Windsor

ON DOMINION SQUARE

Tél. LANcaster 3858

### Salon de Fleurs St-Denis

1590, rue SAINT-DENIS  
(Edifice du Théâtre St-Denis)

Spécialités:  
Bouquets de Noces, Tributs floraux  
Escompte de 10% aux lecteurs du  
"Monde Ouvrier"

Mme J.-Z. PILON. Rés. HA. 7901

## MONARCH GAS RANGES

Made by  
Canadians  
for

Canadian Homes



# Molson's

Export Ale



"The Ale

Your Great-Grandfather Drank"